



Mesdames et Messieurs les Directeurs d'Unités de  
Recherche de l'Université de Strasbourg

**Vice-Présidence Recherche  
et Formation doctorale**

Strasbourg, le 12 décembre 2017  
Objet : Négociations avec l'éditeur Springer

**Catherine Florentz**  
**Vice-Présidente Recherche et**  
**Formation doctorale**

Cher(e)s Collègues,

Le consortium des établissements universitaires et de recherche [Couperin.org](http://Couperin.org) négocie actuellement avec l'éditeur Springer le renouvellement du contrat pour l'accès à ses revues, disponibles sur la plateforme [SpringerLink](http://SpringerLink).

Affaire suivie par :  
Martine Gemmerlé  
[mgermmerle@unistra.fr](mailto:mgermmerle@unistra.fr)

Adeline Rege  
[adeline.rege@unistra.fr](mailto:adeline.rege@unistra.fr)

La négociation, menée au niveau national, concerne l'ensemble des établissements français de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le contrat actuel avec Springer, qui prendra fin le 31 décembre 2017, couvre l'accès à un portefeuille figé de 1 185 revues, sans l'ajout des nouveaux titres de l'éditeur, pour une hausse tarifaire annuelle de 1,5%. Pour l'Unistra, cela représente une dépense supplémentaire de 166 078€ en 2017.

Toutes les propositions de Springer sont jugées inacceptables par les négociateurs et par les membres du consortium. Elles comportent, pour la reconduction de l'offre d'abonnement au bouquet principal, dite "big Deal", une hausse de prix d'au moins 1,5 % par an et pendant 3 ans. La hausse annuelle s'élève même à 2,9% pour les établissements qui choisiraient de s'abonner uniquement à certains titres, et non à l'ensemble du bouquet.

Les prix des abonnements aux ressources électroniques sont en hausse constante depuis deux décennies, occasionnant chez les principaux éditeurs des bénéfices à deux chiffres alors que les budgets des établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont très contraints.

Les propositions de Springer sont d'autant plus difficiles à accepter qu'une proportion non négligeable et croissante (au minimum de 9 % selon l'éditeur) des articles contenus dans les revues concernées par les abonnements est désormais librement disponible puisque leurs auteurs (ou leurs institutions) ont déjà payé les frais de publication en libre accès réclamés par Springer. La part de ces contenus en libre accès devrait s'élever à au moins 18% en 2018. Une hausse tarifaire est donc injustifiée puisque la part des

4 rue Blaise Pascal  
CS 90032  
67081 Strasbourg Cedex

[www.unistra.fr](http://www.unistra.fr)

contenus publiés sous abonnement diminue au profit des contenus publiés en libre accès selon le modèle auteur-payeur.

Les communautés se mobilisent à l'international pour se dégager de cette spirale inflationniste comme l'université de Montréal qui s'est désabonnée en 2016 du bouquet complet, ou encore le Danemark qui demande de meilleurs prix et plus de services pour les scientifiques.

Une nouvelle réunion de négociation entre Couperin.org et Springer a eu lieu le 28 novembre, et les négociateurs sont en attente d'une nouvelle offre de Springer dans le courant du mois de janvier 2018. L'absence d'accord avant la date d'échéance du contrat actuel entraîne un risque réel de coupure des accès aux revues de Springer en janvier 2018. Pour que les négociations françaises puissent s'inscrire dans ce mouvement international, il faut accepter ce risque : les chercheurs ne pourraient consulter les articles parus en 2018 dans les revues diffusées par Springer que par des voies de substitution (archives ouvertes, réseaux sociaux, etc.).

Tous les articles parus avant 2018 demeureraient accessibles pour les établissements de l'ESR. Selon les termes des contrats précédents, pendant au moins deux ans et sans frais supplémentaire, les chercheurs conserveraient l'accès à une grande partie des archives des ressources acquises jusqu'en 2017 inclus, à savoir :

- les ressources figurant dans le contrat de chaque établissement abonné (lequel est la trace historique de leurs abonnements antérieurs aux accès aux bouquets électroniques) ;
- les ressources acquises de manière définitive dans le cadre du projet Istex (origine à 2014 pour les revues Springer)

Nous vous tiendrons informés de l'évolution de la négociation dès que possible et nous vous remercions de votre compréhension, ainsi que de votre soutien dans cette négociation nationale difficile mais bien nécessaire.



  
Catherine Florentz